

CHANGEMENTS CLIMATIQUES

ENJEUX, REPERCUSSIONS ET SOLUTIONS LOCALES ET INTERNATIONALES

Abdou Sané – Expert climat Afrique, partenaire du projet Normandie-Sénégal
pour la gestion des déchets et l'économie circulaire

Email: abdousanegnanthio@gmail.com

Adresse : Ziguinchor/Sénégal

ETAT DES LIEUX, DEFIS ET SOLUTIONS EN AFRIQUE

DÉFINITION CHANGEMENT CLIMATIQUE

A/ Le Groupe d'experts intergouvernemental

Sur l'évolution du climat (GIEC) définit le changement climatique comme :

« Un changement dans l'état du climat, qui peut être identifié (par exemple en utilisant des tests statistiques) par des changements dans la moyenne et / ou la variabilité de ses propriétés, et qui persiste pendant une période prolongée, généralement pendant des décennies, voire plus. Le changement climatique peut être dû à des processus internes naturels ou à des forçages externes, ou à des changements anthropiques persistants de la composition de l'atmosphère ou dans l'utilisation des terres. »

B/ La Convention Cadre des Nations Unies

Sur les changements climatiques (CCNUCC) définit le changement climatique “comme un changement de climat qui est attribué directement ou indirectement à une activité humaine altérant la composition de l’atmosphère mondiale et qui est, en plus de 13 la variabilité naturelle du climat, observé sur des périodes comparables.” Commentaire: Pour la réduction des risques de catastrophe, chacune de ces définitions peut être adaptée en fonction du contexte particulier. Celle de la CCNUCC est la définition la plus restreinte, car elle exclut les changements climatiques imputables à des causes naturelles. La définition du GIEC peut être paraphrasée pour des communications vulgarisées comme “Un changement dans le climat qui persiste pendant des décennies ou plus, résultant soit de causes naturelles, soit de l’activité humaine.

ETAT DES LIEUX : UNE SURVEILLANCE CLIMATIQUE LACUNAIRE

- Le changement climatique est l'un des plus grands défis de notre temps. Il change déjà nos vies quotidiennes, à l'échelle mondiale. Chacun d'entre nous est impacté. Si nous ne faisons rien, nos enfants, vont connaître un monde de pénuries, de migrations et de guerres. Peu importe où nous vivons, nous partageons la même responsabilité. Rendons à notre planète sa splendeur !
- Les pays africains sont parmi les plus vulnérables aux effets des changements climatiques, subissant les effets désastreux de la crise climatique, notamment la sécheresse, les inondations, les températures extrêmes et l'élévation du niveau de la mer.

ETAT DES LIEUX : UNE SURVEILLANCE CLIMATIQUE LACUNAIRE

- Du fait de la faiblesse et de la défaillance des systèmes d'encadrement (et en particulier de l'absence ou de l'inefficacité des politiques de prévention et de protection), sécheresses, inondations, glissements de terrain... y ont des incidences souvent dramatiques (déplacements de populations et « réfugiés climatiques », épidémies, famines, etc.). Ainsi, notre démarche vise à identifier des pistes de réflexion pour restituer au sujet toute la complexité qui lui revient et sortir des discours théoriques et des généralisations abstraites trop simplistes et finalement sans grande portée pratique. En somme, comment les communautés locales et les décideurs africains réagissent-ils à la problématique du changement climatique ? Le ressentent-ils à leur niveau, dans leurs pratiques, au quotidien et de quels moyens disposent-ils pour y répondre et s'y adapter ?

- En premier lieu, **la mesure du changement climatique en Afrique** mérite quelques clarifications : avec 744 stations météorologiques (chiffre qui a connu une évolution mais qui est donné à titre indicatif) seulement (contre 3 800 en France métropolitaine) dont les trois-quarts sont hors-service ou déclarées non conformes aux normes internationales par l'Organisation Météorologique Mondiale (OMM), **l'Afrique est l'une des régions du monde la moins bien surveillée** par les climatologues et de ce fait, l'une des moins bien connues. L'OMM reconnaissait encore récemment que faute d'outils d'observation et d'analyses fiables, l'Afrique est un véritable « trou noir » de l'information (Climat en Afrique..., 2009). Dans son rapport de 1998, le GIEC avouait également cette difficulté en déclarant au sujet de l'Afrique qu'en raison des incertitudes que comportent les modèles de circulation générale (MCG), il est impossible de faire des prédictions régionales au sujet des changements climatiques [...]. Il est donc important d'interpréter les résultats des modèles en tenant compte de leurs incertitudes et de les considérer comme des scénarios possibles de changement à utiliser dans les études de sensibilité et de vulnérabilité (GIEC, 1998, p. 5).

- Ainsi, faute de données précises et trop souvent fragmentaires, les climatologues reconnaissent aujourd'hui leur **méconnaissance de l'histoire récente du climat africain**, méconnaissance au regard de laquelle l'interprétation des phénomènes météorologiques demeure à l'heure actuelle difficile. En effet, à quelle « norme climatique » se réfère-t-on pour parler de « changement climatique » sur le continent et sur quelle période faut-il que celle-ci ait été établie pour repérer des « anomalies » significatives ? En d'autres termes, dispose-t-on d'un recul suffisant pour corrélérer les phénomènes météorologiques récents avec les oscillations climatiques décennales ou séculaires ?

- En second lieu, **la complexité des dynamiques atmosphériques** à l'œuvre sur le continent africain impose un questionnement sur la valeur des échelles d'observation retenues dans le temps et l'espace. On sait par exemple qu'une augmentation des températures ou des précipitations moyennes annuelles n'a pas de signification précise pour l'agriculteur et l'éleveur des zones semi-arides ou humides à subhumides. Ce dont il faut tenir compte en revanche, ce sont des moyennes saisonnières car une hausse des températures en saison sèche a moins d'impact sur les champs et les pâturages déjà secs et peu utilisés qu'en période de semis, de récolte ou de pacage. À l'inverse, sur les hautes terres fraîches des montagnes de l'Atlas maghrébin et du Rift est-africain, l'augmentation des températures durant l'hivernage a des effets différenciés : une hausse de quelques degrés préserve les cultures et les plantations des risques de « coup de froid » matinaux et permet une extension des zones cultivées au-delà de 2 000 m en zone tropicale, alors qu'en Afrique du Nord le régime d'écoulement des oueds est écourté en raison de la raréfaction des précipitations neigeuses en altitude.

Il y a donc nécessité d'aller au-delà des généralisations qui, faute de données et d'une lecture fine et précise des situations rencontrées, en viennent parfois à construire des scénarios trop souvent alarmistes sur les conséquences du changement climatique. Par ailleurs, à quels systèmes climatiques se réfère-t-on dans les modélisations ? Quelles interactions atmosphériques relient les différents domaines climatiques africains ? On a souvent noté sur le continent des phénomènes météorologiques extrêmes à la fréquence et à la périodicité discutée. Réchauffement, sécheresse, phénomènes extrêmes ne sont donc pas toujours aisés à corrélés. Aussi faut-il toujours rester prudent dans l'établissement de liens entre un phénomène météorologique localisé et un dérèglement climatique régional ou continental. Ces incertitudes invitent d'ailleurs depuis quelques années à une reformulation du problème. On admet en effet désormais qu'une augmentation des températures moyennes puisse avoir des répercussions multiples et parfois tout à fait inattendues selon les échelles, le relief et les saisons.

Les notions de « changement climatique » et de « dérèglement climatique » sont ainsi venues remplacer celle de « réchauffement climatique ».

- Enfin, **la variable humaine** semble avoir été trop souvent négligée ou réduite à des approches binaires : soit le facteur anthropique est considéré comme aggravant les phénomènes climatiques par ses interventions sur le milieu (surpâturage, déforestation), soit les sociétés africaines adaptent leurs pratiques aux fluctuations des ressources grâce à leurs techniques et savoirs locaux. Or, l'évolution contemporaine des sociétés africaines (urbanisation accélérée et faiblement maîtrisée, intensification de l'agriculture par l'irrigation et développement des aménagements hydro-agricoles, inégalités croissantes entre agropasteurs et agriculteurs) produit des vulnérabilités souvent combinées et différenciées qui posent non seulement la question de la gestion des crises mais également celle à plus long terme de la résilience.

Existe-t-il des préconisations particulières dans ce domaine, quelles stratégies d'adaptation sont développées par les décideurs africains et par les communautés locales ? Celles-ci sont-elles endogènes ou issues de la solidarité internationale (ONG ou agences multilatérales) ? Ainsi, dans quelle mesure le/les changements climatiques sont-ils confirmés, vécus et ressentis par les différents acteurs : citoyens, agriculteurs et éleveurs ? Observe-t-on d'ores et déjà des scénarios prospectifs ou opérationnels avec, par exemple, une réorganisation ou un redéploiement des activités et des aménagements qui attesteraient d'une nouvelle « réalité climatique » sur le continent africain ?

- Enfin lequel des pays africains (particulièrement l'Afrique au sud du Sahara) dispose de données statistiques spécifiques localisables et mesurables relatives aux dommages et pertes causées par les changements climatiques ?

Et curieusement ce sont les africains qui reconnaissent être parmi les plus vulnérables aux effets néfastes des changements climatiques et qui pourtant marquent des lacunes dans la gouvernance climatique.

DÉFIS ET SOLUTIONS

- Collecte des données liées aux effets négatifs des changements climatiques
- Renforcement cohérent de la gouvernance climatique
- Accès à la ressource eau
- La sécurité alimentaire
- Urbanisation maîtrisée
- Transition énergétique
- Protection des écosystèmes.

1 / Quelles sont les solutions pour s'adapter au changement climatique ?

- Définir une meilleure gouvernance aussi bien au plan régional, sous régional, national et local.
- Concrètement, il faut adapter les infrastructures et les modes de vie et de production au climat à venir : végétaliser les villes, isoler les logements non plus seulement du froid, mais aussi de la chaleur, protéger les réseaux de transport et d'énergie contre les canicules, stopper les constructions anarchiques au profit d'un habitat et d'un urbanisme planifiés.

2 / Atténuation :

- Reboisement, traitement des déchets, promotion des énergies renouvelables, promouvoir le transport public, lutter contre les feux de brousse, réduire les émissions liées à la dégradation des forêts ; multiplier les puits de carbone et favoriser la substitution des produits.
- Surveillance et renforcement du dispositif de l'information climatique et de l'alerte précoce,



Arrêté GTP Ziguinchor (2).pdf



Arrete_GTP_Bambey (1).pdf



arrete_GTP_kaffrine (1).pdf

CONCLUSION

Il faut insister sur le fait que le changement climatique n'est pas une fatalité. Une volonté politique clairement définie pourrait efficacement aider à faire face.

Abdou Sané – Expert climat Afrique, partenaire du projet Normandie-Sénégal
pour la gestion des déchets et l'économie circulaire

Email: abdousanegnanthio@gmail.com

Adresse : Ziguinchor/Sénégal